



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 8 février 2021

Extrait de la délibération affiché le **15 février 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le huit février à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 1^{er} février, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Éric **LE FEVRE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Jean-Luc **HEBERT**, Thierry **GOUMENT**, Isabelle **CREVEL**, Virginie **VANDAELE**, Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n°4 – COM.1), Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**.

Excusés ayant donné pouvoir

Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Virginie **VANDAELE**
Edith **LEROUX** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Gilles **BELLIERE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Aliko **PERENDOUKOU** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Thierry **GOUMENT**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Véronique **BLONDEL**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**

Secrétaire de séance

Nicole **LANGLOIS** est désignée Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 8 février 2021

2021.02/08

RESSOURCES HUMAINES – DONS DE CONGES – FIXATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – La loi n° 2104-459 du 9 mai 2014 a intégré dans le code du travail un dispositif permettant aux salariés de donner des jours de repos au parent d'un enfant gravement malade, anonymement et sans contrepartie.

Ce dispositif, qui fait application de la loi précitée a été transposé aux agents publics par le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015. Il vient s'ajouter à d'autres dispositifs statutaires existants ayant un objectif similaire : congé de présence parentale, congé de solidarité familiale ou disponibilité pour raisons familiales.

Le décret n° 2018-874 du 9 octobre 2018 pris pour l'application aux agents publics civils de la loi n° 2018-84 du 13 février 2018 étend le bénéfice des dons de congés aux agents publics ayant des proches en situation médicale d'une particulière gravité.

Le bénéficiaire du don de jour de repos, peut y prétendre au sens de l'article L. 3142-16 du code du travail, pour "son conjoint, concubin, partenaire de PACS, ascendant, descendant, un enfant dont il assume la charge au sens de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale, un collatéral jusqu'au quatrième degré, un ascendant, un descendant ou un collatéral jusqu'au quatrième degré de son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne".

Ainsi, un agent public peut dorénavant renoncer sur sa demande, de manière anonyme et sans contrepartie à ses jours de repos ou congés non pris au bénéfice d'un autre agent public relevant du même employeur et :

- Qui assume la charge d'un enfant âgé de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants,
- Ou qui vient en aide à un proche souffrant d'une maladie ou atteint d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap.

Par conséquent, afin de mettre en œuvre le dispositif de dons de congés au sein de la Ville de Montivilliers, il est proposé l'adoption de la charte annexée qui permet de caler les modalités de gestion des situations concernées.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le budget de l'exercice 2021,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 33, 34 et 41,

VU loi n°2014-459 du 9 mai 2014 permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade,

VU le décret n°2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade,

VU la loi n°2018-84 du 13 février 2018 créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap,

VU le décret n°2018-874 du 9 octobre 2018 pris pour l'application aux agents publics civils de la loi n° 2018-84 du 13 février 2018 créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap,

VU l'avis du comité technique du 29 Janvier 2021,

CONSIDERANT

- Que le décret n°2015-580 du 28 mai 2015 ouvre aux agents publics la possibilité de bénéficier de don de congés ;
- Que le dispositif de don de congés a été élargi à d'autres proches de l'agent public, et pas uniquement aux situations d'enfants malades ou atteints d'un handicap ;
- Que la Ville de Montivilliers entend ouvrir à ses agents la possibilité de bénéficier de ce dispositif ;
- Que la mise en œuvre des dons de congés au sein de la collectivité relève de la compétence de l'assemblée délibérante et doit être soumise en amont pour avis au comité technique.

VU le rapport du Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **De valider la mise en place du dispositif de dons de congés à la Ville de Montivilliers,**
- **D'adopter la charte relative aux dons de congés en annexe.**

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.